2279829

Vous avez dit Fascismes?

C'est en février 1981 que l'Union des écrivains avait rassemblé historiens, juristes, poètes, romanciers et essayistes du monde entier pour parler des fascismes. Pour adapter les textes issus de ce colloque aux contraintes de l'édition et aux dimensions d'un ouvrage modeste, des choix draconiens se sont imposés. Il a fallu couper, éliminer des contributions de grande qualité, pour ne garder que quelques textes exclusivement centrés sur le sujet même des fascismes.

La quête de l'éditeur ne fût pas chose facile, malgré la pléiade de noms prestigieux qui honorent cette publication; et puis l'actualité nous a servi. Malgré la gauche au pouvoir, la bête immonde a pris de nouveaux visages. La conjoncture nationale et internationale a remis sur le devant de la scène une nouvelle droite agressive, un fascisme rampant; et l'atmosphère raréfiée de la ville de Dreux a fait écho à l'antisémitisme de certains milieux politiques à l'occasion du bombardement de Beyrouth. Droite et gauche ont puisé à nouveau à la source polluée du racisme, remis en scène avec plus d'impudeur que jamais.

Vous avez dit fascismes? On peut polémiquer à l'infini sur le mot. Toujours est-il que les analyses serrées des stratégies culturelles de la Nouvelle Droite ou de la postérité du pétainisme nous semblaient constituer une part de choix dans l'élucidation des avatars de l'idéologie fasciste. C'est la première partie de ce livre. Ensuite viennent les témoignages de l'Europe, à l'Ouest comme à l'Est, du tiers monde, comme si entre hier et aujourd'hui presque aucune parcelle de la planète n'avait été épargnée. Certains ont voulu crier leur haine; d'autres analysent sereinement des processus, des fonctionnements institutionnels ou idéologiques, tous ont appelé à la vigilance devant l'arrogance de survie ou la jubilation de nouvelles vies qui semblent toujours confirmer que le ventre où puise le monstre est encore fécond.

Les Éditions Montalba révélaient une sensibilité à cette problématique. Elles nous ont donc accueillis. Qu'elles en soient remerciées pour ce livre qui ne serait pas, sans l'énergie collective de l'Union des écrivains et l'engagement passionné d'Armand Rapoport.

A. S.

8° R.
89905
Ex. de remplacement

Vous avez dit Fascismes ?

Robert Badinter

Ruben Barreiro-Saguier Gérald Bloncourt
Guy de Bosschère Breyten Breytenbach
David Cooper Efim Etkind
Jean Pierre Faye Vladimir Fisera
Egito Gonçalves Albert Jacquard Alfred Kern
Arthur London Jan Mirdal
Jorge Palacios Antoine Sanguinetti
Pierre André Taguieff Jacques Tarnero
Bernard Vachon Iannis Xénakis

Avec la contribution de

Liliane Atlan Marianne Auricoste
Michel Deguy Hans Magnus Enzensberger
Eugène Guillevic Peter Handke Vénus Khoury-Ghata
Alain Lance Nader Naderpour
Armand Rapoport Lionel Ray Maurice Regnaut
Volker von Törne Saül Yurkievich

Publié sous la direction d'Antoine Spire

Union des écrivains

Ouvrage publié avec le concours
du Centre National des Lettres.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
- PARIS -
CENTRE DE PRÊT

DL 8° 39851

Editions Montalba

Db-01-03-1984-06294

© Éditions Montalba, 1984

ROBERT BADINTER

Justice et fascisme

Au départ, l'accolade des deux mots heurte : FASCISME ET JUSTICE. *Quel rapport peut exister entre ces deux termes sinon d'antithèse, d'antinomie, d'incompatibilité. Il faut rompre la liaison et ne pas tenter de réunir ce qui jamais ne se rejoindra.*

Puis, la réaction première surmontée, ce qui paraissait blasphème devient problème. La justice est vertu et institution. D'où l'éternelle contradiction – insatisfaction qu'elle engendre. Comment un appareil administratif et procédural peut-il prétendre atteindre à la vertu ou la faire régner? La vertu, il est vrai, engendre aisément la terreur – qui elle-même se veut justicière – et n'est riche que de sang. Voilà que nous dévoilons une relation qui paraissait impossible. La violence se proclamant justice au nom de la vertu et s'accomplissant dans le sang – le fascisme n'est pas loin.

Laissons donc la vertu à ses infortunes. On peut la détourner, comme l'on disait jadis des mineures jusque-là sages. Mais que restait-il alors de leur vertu? Et que subsiste-t-il de la justice quand elle n'est plus qu'écriture au fronton d'un Palais qui symbolise la force, la force toute-puissante, armée du glaive, qu'elle jette, comme le barbare vainqueur dans la balance où se pèse le sort du vaincu. Le droit n'est plus là pour contre-

balancer la force. Seule demeure l'arme étincelante, posée dans le plateau et qui commande de tout son poids la décision.

Il faut prendre garde. Les mots sont comme la monnaie, sujets à inflation, à dévaluation. Ne galvaudons pas le terme de fascisme. Ne banalisons pas le crime, ni l'horreur. Le C.R.S. n'est pas un S.S., sauf pour le psychodrame révolutionnaire de la nuit de mai des étudiants; mais dans la nuit des longs couteaux, il est bien présent, le S.A. qui deviendra un S.S. Ne confondons jamais les époques, les situations ou les hommes. Le fascisme est histoire. Un moment achevé de l'histoire. Mais il est aussi inscrit dans l'histoire qui se fait. L'essentiel est de ne point se tromper, et de ne point appeler tigre le chat, pour jouer à se faire peur. Il serait fatal d'ailleurs de prendre à la faveur de la nuit où brille l'œil du félin, le tigre pour le chat.

Mais à ses griffes et à ses crocs, le chasseur sait identifier la bête même si elle fait la gracieuse. Griffes et crocs, quand il s'agit de justice, point n'est besoin d'être grand connaisseur. Nous connaissons bien les modèles. Et je ne parle pas là seulement du modèle italien, avec son luxe de textes et d'huile de ricin, ni du modèle nazi, avec sa hache et ses crocs de boucher, et les insultes que l'on déverse sur l'accusé, ni du modèle latino-américain, avec sa non-justice à l'état pur, où les mêmes sont à la fois policiers, juges et bourreaux – sans qu'intervienne l'appareil judiciaire. A cet instant apparaît à l'état d'absolu le rapport fascisme-justice. Le fascisme triomphe absolument quand, de la justice, il n'a gardé que l'expression ultime : la violence mortelle exercée par l'État, sans s'encombrer, même un instant, des formes et des rites. La justice fasciste est à son point ultime de développement quand le fascisme a

aboli jusqu'à l'apparence, jusqu'à la parodie même de justice : l'état de non-droit cumulé avec la pratique d'une non-justice. Le fascisme est passé par là. Rappelons-nous le cri triomphant du général fasciste à Salamanque : « Viva la Muerte. » Tout est dit.

Faut-il nous méfier? Certes! Mais non pas nous faire inquisiteur et vivre en état permanent de soupçon judiciaire. En vérité, on ne passe pas de la République au fascisme insidieusement. Et telle loi d'exception et de démagogie, même si elle comporte quelque part d'arbitraire et fait reculer les libertés, ne signifie pas que le temps du fascisme est venu. Ne soyons point des schizophrènes judiciaires prompts à donner corps à leurs névroses et à les projeter sur une réalité qu'ils ne voient plus qu'à travers le prisme déformant de leurs angoisses. Il est vrai que des sévices tolérés, les droits de la défense bafoués, l'indépendance des juges altérée, ce sont autant de pas qui conduisent à la dégradation de la justice, à l'acceptation de symptômes fascisants. Mais le fascisme, même s'il marque la justice de son signe, ne commence jamais par elle. Tout au plus lui sert-elle de révélateur. Car quand le fascisme s'établit, la justice change de visage.

A bien observer ses traits, on voit apparaître alors les signes du mal. Mais il est né ailleurs. Et déjà il est trop tard. Car un pays fasciste ne conserve pas une justice de libertés. Il l'en dépouille au plus vite. Le combat pour les libertés se poursuivra peut-être encore un instant dans ce qui fut l'enceinte de justice : c'est alors le procès du Reichstag. Mais ce qui compte, dans l'histoire, ce n'est pas le procès, mais bien l'incendie.

Et derrière le procès se profile déjà les camps et

bientôt les chambres à gaz. La Justice, en pays de fascisme, est garrottée, gazée, décapitée. Aux combattants de la liberté de le savoir. Et de porter dans l'enceinte qui fut de justice, mais aussi, mais surtout au-delà d'elle, le combat contre l'injustice suprême, le combat contre le fascisme.

Mai 1981

I.

Les magiciens du petit matin

PIERRE ANDRÉ TAGUIEFF

La stratégie culturelle de la « Nouvelle Droite » en France (1968-1983)

« La politique, ce sont des idées. Et les courants d'idées politiques, les familles politiques d'esprits, sont loin de coïncider avec les partis officiels et les groupes parlementaires. »

Albert THIBAUDET, *Les idées politiques de la France*, Paris, Stock, 1932, p. 7.

« Je ne peux que vous féliciter de la réalisation de Nouvelle École, *et surtout de ce que j'entrevois derrière, et qui est capital : la fondation et la croissance d'une école de pensée (en fait, marxisme à part, il n'y en a eu qu'une seule en France depuis la IIIe République, c'est l'« Action française »). Il serait même tout naturel que vous ne vous rendiez pas compte de l'importance historique de ce que vous* pouvez *faire. Je considère donc* Nouvelle École *comme un symptôme d'espoir très caractérisé...*

« ... Il n'y a rien devant vous : tout ce qui est officiel est ou rallié au marxisme, ou tremblant devant lui. Or, le marxisme est congénitalement débile sur le plan intellectuel. Son succès complet requiert une véritable décivilisation. Le problème pour l'école de pensée qui réussira est d'agréger un nombre suffisant d'éléments supérieurs, et de convertir progressivement la technobureaucratie qui fait passer dans la réalité les décisions censées être celles du pouvoir, la technostructure de l'État et de la société...

Jules MONNEROT, in *Nouvelle École*, n° 11, janvier-février 1970, p. 85 (Courrier).

L'ensemble formé de discours, d'organisations, de pratiques politiques et de réseaux culturels qu'il est désormais convenu de rapporter à un sujet collectif nommé Nouvelle Droite n'a

guère été abordé, au-delà des éloges complices, que selon deux voies, répondant à des objectifs spécifiques. D'une part, l'on visait à disqualifier les hommes en exhibant leurs provenances politiques, pour la plupart identifiables dans le champ de l'extrême-droite, du néo-maurrassisme au néo-nazisme, en passant par toutes les variétés du nationalisme révolutionnaire. D'autre part, pour opérer la même délégitimation de principe, l'on s'attachait à faire, par un rapide parcours des textes publiés dans l'orbite de la Nouvelle Droite, l'inventaire des thèmes constituant l'héritage idéologique du fascisme italien, du national-socialisme, ainsi que des diverses réalisations historiques des révolutions contre-révolutionnaires et nationalistes dictatoriales du XXe siècle.

La controverse française sur la Nouvelle Droite, supposant la sortie du cercle formé par le silence volontaire d'une certaine gauche (cf. le P.C.F.) et le discours apologétique déversé par une certaine droite (cf. le C.N.I.P.), s'est ainsi réduite à des questions de biographie des animateurs publics du G.R.E.C.E. et à des débats portant sur la présence réelle de thématiques idéologiques et politiques plus ou moins tabouées dans les démocraties occidentales depuis 1945.

Ce qui pouvait paraître le plus digne de question n'a pas été abordé, à savoir l'élaboration d'une stratégie dite culturelle, c'est-à-dire d'une théorie des moyens « apolitiques » et des fins de l'action politique, fondatrice d'une pratique « métapolitique » que schématisent les notions polémiques d'entrisme et de noyautage empruntées au vocabulaire révolutionnaire classique, et retournées contre ceux qui, acteurs d'une nouvelle action contre-révolutionnaire, s'en sont inspirés. Cette doctrine stratégique de la « prise du pouvoir culturel » n'a pas été analysée dans les conditions historiques de son émergence, les moments de son élaboration, les multiples aspects de sa mise en œuvre, les divers effets de son effectif fonctionnement. Il nous a semblé qu'il fallait inaugurer une analyse critique, fondée sur une lecture du corpus intégral – à l'exception des seuls textes « ésotériques », d'usage interne – de la composante stratégique des discours et pratiques de la Nouvelle Droite.

Aussi nous sommes-nous décidés à écarter toute étude des sources, des principes et des noyaux idéologiques qui ne serait point requise pour la compréhension de l'entreprise stratégique néo-droitière au sens strict (une organisation : le G.R.E.C.E. et ses publications; une revue : *Nouvelle École* et ses satel-

lites). Ce n'est point là méconnaître l'importance des éléments doctrinaux de la Nouvelle Droite, encore moins leurs usages efficaces dans le « combat culturel » et les débats expressément politiques : une partie de l'opposition de droite au régime social-démocrate actuel s'y alimente très naturellement. Mais il fallait abstraire pour analyser, décomposer en deux domaines de recherche l'objet réel nommé Nouvelle Droite, quitte à remettre à plus tard une étude des relations étendues de celle-ci avec les sciences, les arts et la philosophie.

Notre hypothèse de travail est qu'ici l'intelligence de l'action efficace, ses ruses et leur théorisation, en bref la stratégie, commandent les constructions idéologiques, leur conférant une dimension pragmatique, une efficacité variable, en les rapportant au conflit politique où s'éprouve leur valeur pratique. C'est supposer que l'élaboration doctrinale ne contient pas en elle-même toutes ses raisons – ni même ses raisons principales – d'être, d'être cohérente, de faire et de faire faire.

Dans les limites d'une controverse dotée d'enjeux politiques, tous les coups sont assurément possibles et permis, à l'exception d'une construction fantasmatique qui est aussi bien une erreur stratégique : s'inventer un ennemi idéologique à la mesure de sa facile réfutation, se donner l'adversaire le plus simple à réduire selon le principe du moindre effort argumentatif, à usage exclusivement interne. La droite, la droite éternelle, et d'autres désignations apparentées d'entités fictives, doivent enfin tomber sous le rasoir d'Occam des analystes se situant eux-mêmes à gauche. Et d'abord de ces derniers. En effet un ennemi imaginaire aussi simple et pur, hypostase du Mal, identifiable au grand jour par l'index pointé au nom du Bien et du Juste, risque de masquer l'ennemi réel qui, son jour venu, apparaîtra dans toute son efficacité imprévue et son insaisissable monstruosité. En outre la croyance qu'existe réellement un tel artefact, plus qu'une illusion défensive et « protectionniste », nous fait donner dans la bêtise de la nomination conjuratoire.

Il faut briser le cercle vicieux sous-jacent de nos luttes fantasmagoriques, jouant sur des schèmes traités ainsi que des substances réelles, majusculées, personnifiées, diabolisées : « la droite est le Mal parce qu'elle est la droite, qui est la droite parce qu'elle est le Mal... ». Passer enfin à l'analyse. Par analystes, j'entends des lecteurs qui, pour pratiquer critique et herméneutique, se gardent de créer de toutes pièces

leurs textes-objets autant que de prêter de diaboliques intentions à leurs auteurs-adversaires. Ce qui n'empêche nullement de postuler l'hétérogénéité constitutive d'un texte idéologico-politique, tissé de débats et controverses « extérieurs » qu'il intègre, reformule et transforme, d'en supposer la complexité argumentative, fondée sur la multiplicité des niveaux d'écriture imbriqués et le jeu indéfini des partitions d'implicite (présuppositions, sous-entendus, etc.) que chaque lecture déchiffre singulièrement, improvisant telle ou telle suite, matrice de sens. Point d'analyse, donc, qui porte, au-delà de l'illusoire plaisir d'anéantir un adversaire dérisoire – prêt-à-être-détruit –, n'engageant à la fois probité philologique, sens de la complexité des effets de discours et recours à ce que l'on peut nommer, à la suite de Daniel Lindenberg, érudition polémique [1]. Qu'on pardonne donc le couple d'inévitables compagnons d'un tel projet de lecture : la lourdeur de l'appareil critique, en telles notes ou tel encadré, et, fatal raté d'une retenue trop volontaire, l'agressivité du ton qu'on dira malveillant (dans le néo-sous-célinien conformiste *Quotidien de Paris*, par exemple). L'ennemi sans fards n'est certes plus si distinct au regard engagé qui le scrute, il n'en gagne pas moins, en recouvrant son ambiguïté et ses oscillations, la consistance et l'épaisseur d'un être social effectif, opaque mais repérable et descriptible dans sa réalité, par où il peut être constitué en danger évitable. Les jeux de la polémique ne doivent plus se faire sur le modèle bien connu des paroles de vent bataillant contre des moulins à vent. Il faut débarrasser l'horizon politique de ces meubles imaginaires qui l'encombrent, et nous empêchent de penser le politique comme question de la communauté humaine.

Car les discours de combat peuvent aussi être des œuvres de la pensée, et l'intervention polémique valoir dans le champ philosophique, dont le grand repos assuré de l'existence universitaire a souvent fait oublier la nature de *Kampfplatz*. L'analyse de concepts, l'histoire et la technologie des doctrines philosophiques n'épuisent pas plus la pensée philosophique que le cours magistral, le commentaire, la dissertation, voire le bavardage tonitruant des professionnels néo-philosophiques de l'humanisme avancé, n'en constituent les exclusives manifestations, ni surtout les plus décisives. La philosophie ne s'exerce pas en sa puissance plénière dans la paisible cueillette de fleurs fanées « doctorables », dans le grand cimetière des

théories historiographiables, ni par « le style " matamore " dans la prise de parole » (J. Derrida) [2] mais elle doit se risquer sur le terrain de combat où s'affrontent idéologies, mythes, conceptions du monde, styles de pensée, sans se confondre avec de telles configurations de représentations investies par des intérêts, des valeurs, des croyances qu'il s'agit tout autant d'interroger. Est déjà philosophique la manière non journalistique de refaire le journal pensé du présent, à distance de son actualité supposée : sans prendre et reprendre ses normes à la lettre qu'il leur donne.

Les développements qui suivent ont l'ambition de représenter l'une des multiples manières commençantes d'exercer le droit de regard philosophique dans l'un des lieux conflictuels où la philosophie est en question. Ce regard se veut instruit et interrogateur : il vise un ennemi « politique » et « culturel » clairement désigné comme tel, qu'il ne prétend pas pour autant connaître, c'est-à-dire situer dans sa position et son devenir. Il vise à en traverser patiemment les œuvres, évitant de courir de la première lecture au résumé définitif accompagné d'un diagnostic sans appel. Il ne représente enfin l'œil de nul maître opérant dans la politique telle qu'elle se fait.

L'une des idées directrices de notre travail ingrat a été que la mémoire des erreurs n'était pas chose négligeable, et qu'il se pouvait tirer du passé historique encore proche certaines leçons de stratégie – celles-ci seraient-elles strictement négatives –, indicatrices de ce qu'il semble falloir éviter à tout prix [3]. On ne peut guère penser sans recourir à l'analogie. Mais celle-ci, destin conceptuel, ne doit opérer qu'à titre d'instrument de la pensée, qui lui assigne des limites et un champ défini de validité. Ce n'est donc pas sans en appeler au sens de la nuance et à l'intelligence de la situation singulière que nous rappellerons, en guise de mise en garde, cette remarque d'Hitler : « Il faut (...) que je souligne que la raison principale pour laquelle j'ai rencontré si peu de résistance positive fut peut-être le caractère inoffensif, irréalisable et par conséquent anodin que mes adversaires prêtaient à mon action [4]. » Ruminons l'analogie, toutes proportions gardées.

Il y a un usage efficace, par l'adversaire politique, des représentations que nous formons de lui, parfois avec son aide. C'est ce que nous voulions encore remettre en mémoire, et engager à étudier en connaissance de cause, c'est-à-dire de textes. Car l'« on ne peut vaincre des idées que par des idées [5] »

et le choix individuel ne peut porter que sur le degré d'engagement dans les débats et controverses, où nous sommes embarqués.

Le but de toute argumentation est de « provoquer ou d'accroître l'adhésion des esprits aux thèses qu'on présente à leur assentiment [6] ». La condition impérative de l'efficacité argumentative peut être ainsi résumée : un discours de persuasion doit s'adapter à l'auditoire qu'il s'agit pour lui de persuader, car il ne peut se développer qu'à partir de ce qui est admis par ce dernier [7]. Si cette condition n'est pas satisfaite, l'argumentateur commet une pétition de principe, que révèle et sanctionne l'inefficacité de son discours censé gagner l'adhésion d'un auditoire défini. La stratégie métapolitique du G.R.E.C.E., reprise et élargie dans le champ idéologico-politique où se déploie l'offensive multipolaire des droites depuis le printemps 1981, n'a point manqué de respecter la clause d'adaptation aux valeurs, opinions et croyances de son destinataire national. La stratégie dite culturelle représente l'une des formes contemporaines du discours persuasif, tenant son efficience de l'exploitation réglée des représentations et passions préconstruites de l'auditoire visé (ici la matière première d'une élite intellectuelle et médiatique à former et placer) : demandes d'identité, d'enracinement, d'autorité, d'ordre, de puissance, auxquelles la Nouvelle Droite apporte des réponses en miroir. Le passage du métapolitique au politique n'a guère de mystère : l'effet de séduction devient un motif d'action à la mesure de l'intensité d'adhésion déclenchée chez le destinataire, en qui est créée une disposition à agir susceptible de se manifester au moment opportun [8], comme l'indique Michel Marmin (secrétaire général adjoint de l'Association G.R.E.C.E.), dans le *Bulletin intérieur confidentiel* du G.R.E.C.E., novembre 1975 * : « Les positions que le G.R.E.C.E. peut être conduit à prendre dans des circonstances précises restent relatives et, le cas échéant, sujettes à révision. Leur rôle est d'ordre tactique, donc secondaire au regard de ce qui nous importe véritablement, et qui est l'objet de notre combat : à savoir, d'une part la conscience d'un héritage commun, d'une appartenance à une communauté de sang et de culture; d'autre part la volonté de rendre notre communauté à un devenir conforme – précisément – à sa nature originelle... »

Les analyses qui suivent, mues par une volonté de combattre

avec les moyens propres d'un intellectuel, se proposent de contribuer à la réévaluation du genre polémique dans le débat philosophique, où les conventions diplomatiques tiennent trop souvent lieu de dialogue. Il ne s'agit ici ni d'anéantir ni de convertir. Mais d'un exercice d'intelligence, risqué au grand jour et avec les moyens du bord, des ruses de l'adversaire désigné, sans être pour autant haï. « La vraie fonction des polémiques, disait Raymond Aron, n'est pas de convertir mais d'aider chacun à comprendre l'autre [9]. » Et comprendre l'autre ne consiste pas nécessairement à s'agenouiller devant lui.

LE G.R.E.C.E.-NOUVELLE ÉCOLE SAISI DANS SA FILIATION ET SON CONTEXTE (1960-1968)

ÉLÉMENTS POUR UNE IDENTIFICATION PREMIÈRE

La stratégie de la Nouvelle Droite ne s'est pas forgée dans la mouvance des remises en question tonitruantes illustrées, vers le milieu des années 1970, par l'émergence d'incertaines nouveautés : « Nouvelle Gauche » et « Nouvelle Philosophie ». Cette stratégie n'a pas non plus surgi, quoi qu'en disent ses actuels praticiens, dans l'espace idéologique de mai 1968, à titre de réponse droitière à une révolution culturelle à la française, démarquée d'un maoïsme imaginaire. C'est seulement après coup que ladite stratégie fut baptisée culturelle ou métapolitique, avant d'être refondue par symétrie calculée, d'une part, avec le modèle gramscien de la prise du pouvoir culturel par la gauche, comme préalable obligé de la prise du pouvoir politique; d'autre part, avec les pratiques effectives des clubs socialistes et des micro-sociétés intellectuelles constituées par l'extrême-gauche dans les années 1960, et réinvestis dans le combat politique de la décennie suivante, jusqu'au succès de la coalition socialiste-communiste à l'élection présidentielle de mai 1981.

La création du Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne (G.R.E.C.E.) a été la réponse stratégique donnée, en 1968, à la question « que faire? » posée par les nationalistes révolutionnaires français – disons, en

première approximation, les courants fascistoïdes de ce que les politologues, non sans réserves, dénomment l'extrême-droite – après deux échecs successifs. L'échec, tout d'abord, des mouvements activistes et putschistes liés aux ultras anti-gaullistes de l'Algérie française (Jeune Nation, Fédération des Étudiants nationalistes, O.A.S.-Métro; 1956-1962), puis celui d'une opposition parlementaire d'extrême-droite (Mouvement nationaliste du Progrès, Rassemblement européen de la Liberté; 1966-1967).

LA RECHERCHE D'UNE FAÇADE ACCEPTABLE

En janvier 1968, lorsque le Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne (G.R.E.C.E.) s'est constitué en association selon la loi de 1901, lui donnant ainsi une assise institutionnelle et les moyens minimaux de passage à l'acte, la doctrine stratégique qu'il incarnait était déjà mise au point dans ses grandes lignes, par le noyau des fondateurs de la « société de pensée ». Apparent paradoxe que la stratégie culturelle de la Nouvelle Droite se soit comme précédée elle-même : la rupture significative et décisive, dans l'histoire politique récente de l'extrême-droite en France, date du tournant 1962-1963, lorsque l'utopisme activiste, politiquement marginalisé autant que décimé (ou converti) par le gaullisme installé au pouvoir, opéra sa volontaire mutation en une entreprise patiente de réarmement intellectuel, à la fois idéologique et stratégique.

C'est à travers l'exploration successive de divers modèles d'action, le plus souvent empruntés à l'adversaire politique – du léninisme au gramscisme – que la théorie stratégique a été refondue, parallèlement à un remaniement des principes doctrinaux du nationalisme antidémocratique, conduit selon un retour sélectif et critique sur les traditions européennes du nationalisme révolutionnaire, puis des courants de la Révolution Conservatrice allemande (1919-1933). On assiste à l'effacement progressif des références positives directes au national-socialisme, à l'évitement systématique des affirmations d'allégeance aux auteurs trop marqués comme « racistes », « antisémites » ou « fascistes », à l'euphémisation généralisée du propos. L'eugénisme, l'anti-égalitarisme et l'anti-judéo-christianisme seront de plus en plus présentés selon les formes

du discours savant. Apparaissent l'usage calculé des manières de suggérer les positions les moins tolérables selon le consensus démocratique et humaniste, le recours aux formes de l'implicite : présupposé, sous-entendu, effets métaphoriques, pour exprimer un racisme qui, à se sophistiquer, ne perd rien de sa radicalité. Se dévoile la recherche enfin, d'un patronage intellectuel public doté d'une respectabilité reconnue. Telles sont les opérations tactiques qui accompagnent le G.R.E.C.E. depuis sa fondation de fait, qu'on peut dater des années 1965-1968, et qui illustrent dès lors la mise en pratique effective de sa stratégie culturelle.

Celle-ci est régie par la visée d'un objectif central : la mise en acceptabilité d'une récusation radicale des fondements mêmes de la démocratie, polémiquement désignés par les expressions dévaluatives d'égalitarisme, d'individualisme, d'universalisme. Il s'agit, pour aller à l'essentiel, de détruire l'humanisme qui fonde le consensus démocratique : voilà pourquoi les droits de l'homme feront l'objet d'attaques diversifiées, directes et indirectes, autant que répétées, dans l'espace des publications situées dans l'orbite du G.R.E.C.E. et de la revue *Nouvelle École.*

Il convient d'examiner l'insertion de la Nouvelle Droite dans l'histoire interne et récente de l'extrême-droite, dont elle représente l'intelligente réadaptation aux conditions idéologico-politiques nouvelles, figurant en France ce qu'on pourrait identifier, dans l'espace européen, comme l'après du néo-fascisme (1945-1968). Il faut aussi procéder à la confrontation du G.R.E.C.E.-Nouvelle École avec ses précédents historiques – afin de le replacer dans une histoire intellectuelle et politique – dont certains sont des précurseurs, voire des modèles attestés : les représentants de la Droite révolutionnaire comme Barrès ou G. Valois, Drieu La Rochelle ou E. von Salomon et ceux de la Révolution Conservatrice tels que A. Moeller van den Bruck, E. Jünger, O. Spengler, J. Evola. Il s'agit enfin de le saisir dans une tradition dominante : le scientisme biologique, tradition elle-même complexe (les darwinismes sociaux et politiques, les courants eugénistes et biopolitiques), pour lui conférer la généalogie que méritent ses filiations, celles qui, acceptables, sont publiquement revendiquées et celles qui ne le sont pas, sinon avec une prudence extrême (Gobineau, G. Vacher de Lapouge, H. St. Chamberlain, H. F. K. Günther, G. Montandon, A. Carrel, etc.).

« ...nos premiers maîtres, Drumont et Barrès. »

Fabrice LAROCHE, alias A. de Benoist (« Pour une éthique nationaliste », *Cahiers Universitaires*, 11 décembre 1962, p. 21).

« Ancien collaborateur d'Henry Coston, chroniqueur et journaliste de nombreuses revues d'information, Fabrice Laroche nous offre en ce livre une étude essentielle (Salan devant l'opinion, Éd. Saint Just, mai 1963). » B. RIPOCHE, *Europe Action*, 8 août 1963, p. 72.

Le G.R.E.C.E. a été officiellement fondé le 17 janvier 1969, lorsque l'association ainsi nommée s'est déclarée à la préfecture des Alpes-Maritimes. Mais dès le 15 novembre 1967, les premiers contacts nationaux avaient été pris, avant qu'un secrétariat provisoire ne s'installât à Nice le 15 janvier 1968. La première des réunions centrales du groupe fondateur [10] se déroula à Lyon, les 4 et 5 mai 1968. Le premier maître d'A. de Benoist, l'antisémite Henry Coston, rapportant le fait dans son *Dictionnaire de la politique française* [11], s'emploie à faire l'inventaire des participants, la simple mention de leurs noms fournissant un indice sûr de la famille politique concernée : « des dirigeants et des rédacteurs de *Nouvelle École* et des animateurs des G.R.E.C.E. [12] étaient présents : Alain de Benoist, Jacques Bruyas, Jean-Claude Carasco, Jacques Chessel, Vincent Decombis, (...), Pierre Marcenet, Jean-Jacques Mourreau (...) [13] ». Certains, et non des moindres s'étaient excusés : « Pierre d'Arribère, Gérard Denestèbe, Dominique Gajas, Claude Grandjean, Dominique Venner dit Julien Lebel, Roger Lemoine, Yves Rouxeville, Jean-Claude Valla, Roger Vétillard [14] ».

Quant à la revue *Nouvelle École*, organe doctrinal autour duquel les groupes du G.R.E.C.E. se mettront progressivement en place, son premier numéro est daté de février-mars 1968, et ne fait pas mystère de la communauté doctrinale qu'elle constitue avec le G.R.E.C.E. Il n'est pas dénué d'intérêt de noter qu'un G.R.E.C.E. s'était constitué dès 1965 : non pas encore le métapolitique Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne, mais les tout simplement politiques Groupes de Recherche et d'Études pour la Communauté Européenne. On y trouvait certains militants-guerriers d'Europe Action et de la Fédération des Étudiants Nationalistes (F.E.N.) qui se changeront, trois ans plus tard à peine,

en intellectuels, chercheurs et méditatifs. Une bienheureuse indiscrétion de l'organe confidentiel du Centre de Documentation Politique et Universitaire (C.D.P.U.) [15] a permis d'établir ce petit fait décisif (cf. *Le nationalisme en 1971 : bilan et perspectives,* 15 mai 1971; tirage : 80 exemplaires). L'idée directrice de la stratégie culturelle ne date donc pas de 1968 : elle a surgi dans l'orbite du « réalisme biologique » et de la défense du « monde blanc » prônés par *Europe Action* (n° 1, janvier 1963) [16], revue de combat née des réflexions théoriques, après l'échec de l'O.A.S., de D. Venner durant son séjour en prison (il fut libéré en septembre 1962).

Dès le *Manifeste de la Classe 60,* rédigé en juin 1960 par l'équipe d'étudiants qui venaient de fonder la Fédération des Étudiants Nationalistes, se trouvaient énoncés, de concert, anti-démocratisme et racisme, dérivations d'une position de refus devant les valeurs égalitaires : « Nous rejetons la conception démocratique, individu anonyme qui abdique de sa personnalité et de sa valeur devant l'absurde et injuste loi égalitaire par laquelle un Bigeard est rabaissé au niveau du dernier balayeur de quartier, un Pasteur à celui d'un analphabète du Congo et la mère de famille à celui de la prostituée [17]. » Patrie, Travail, Famille : voici vos remises à jour...

Les effets populistes et le ton pamphlétaire disparaîtront certes dans le discours du G.R.E.C.E., mais l'essentiel demeurera : le refus du principe d'égalité et l'affirmation du racisme différentialiste, selon diverses stratégies d'euphémisation. Constat de haute importance : le personnel fondateur du G.R.E.C.E. est le même que celui de la revue *Nouvelle École,* et issu en majorité de la mouvance d'*Europe Action,* soit d'un nationalisme d'extrême-droite caractérisé, quant à sa doctrine, par sa conception raciste d'une Europe réunifiée en un nouvel Empire blanc (intéressant la partie russe de l'U.R.S.S.), et, quant à sa stratégie, par une définition « léniniste » de son objectif : prendre le pouvoir politique, tant par l'activisme des lieutenants de la contre-révolution que par l'entrisme des militants. Cette double appartenance des fondateurs au G.R.E.C.E. et à *Nouvelle École* nous autorise à user du syntagme G.R.E.C.E.-Nouvelle École.

C'est donc au sein d'une telle « société de pensée » que se retrouvent, en 1968, un bon nombre d'anciens militants et responsables des organisations racistes, ultra-nationalistes, ou expressément néo-fascistes des années 1954-1967 : Jeune

Nation, la Fédération des Étudiants Nationalistes (F.E.N.), Europe Action, le Mouvement nationaliste du Progrès (M.N.P.), le Rassemblement européen de la Liberté (R.E.L.), et quelques autres de moindre importance (voir encadré, p. 25). Alain de Benoist = « Fabrice Laroche » = « Robert de Herte », Jacques Bruyas, Jean-Claude Valla, Pierre Vial, Dominique Venner = « Julien Lebel », Jean Mabire, Roger Lemoine, Jean-Claude Bardet, Philippe Conrad, Philippe Millau, tous ces hauts responsables du G.R.E.C.E.-Nouvelle École proviennent d'une conversion métapolitique d'eux-mêmes qu'ils ont décidé d'accomplir, après une autocritique conduite de 1962 à 1967.

En bref, avec la fondation du G.R.E.C.E.-Nouvelle École, nous assistons au terme de l'autosublimation culturelle de l'élite intellectuelle issue des courants européanistes de l'extrême-droite fascisante, après les expériences malheureuses croisées de l'O.A.S. et des groupes nationalistes activistes (voir encadré, p. 25).

LA RECONNAISSANCE DU G.R.E.C.E. PAR LE C.D.P.U.

Il n'est pas inutile, dans une perspective comparative, de rappeler comment le Centre de Documentation Politique et Universitaire, organisation présentant de nombreuses analogies avec le G.R.E.C.E., présentait ses objectifs et se définissait lui-même, à l'orée des années 1970. L'association avait pour but statutaire de « répandre l'idée nationale européenne [18] ». Son orientation politique déclarée était « solidariste, européenne, extra-parlementaire et révolutionnaire [19] », « en ce sens que le but poursuivi consiste en un changement radical du système politique en place [20] ».

Européaniste comme le G.R.E.C.E., le C.D.P.U. se présentait également comme « un club de pensée et de recherches [21] », et insistait sur le fait qu'il n'était « pas une organisation, un mouvement ou un groupuscule exerçant ou ayant pour but, à plus ou moins long terme, d'exercer une action politique de type classique [22] ». L'objectif politique à long terme est néanmoins dévoilé dans le programme-manifeste : le C.D.P.U. vise « à promouvoir une transformation radicale de la société politique française et à établir des rapports plus réels entre les citoyens et le système politique dans la perspective d'une union nationale européenne [23] ».

Aux origines du G.R.E.C.E. : les organisations d'extrême-droite

JEUNE NATION :

Groupe ultra-nationaliste fondé en novembre 1954 autour de la « forte personnalité » activiste de Pierre Sidos. Son idéologie n'avait rien que de classiques ingrédients nationalistes, centrés sur la visée d'un « État nationaliste, autoritaire, populaire et hiérarchisé » (R. Chiroux, *Contribution à l'étude de l'extrême-droite française,* Paris, L.G.D.J., 1973, p. 78, n. 301). Après avoir été soupçonné d'avoir commis un attentat à la bombe le 6 février 1958 à l'Assemblée Nationale, le groupuscule « terroriste » fait l'objet d'une dissolution par décret, le 15 mai1958. Ses membres, dans l'orbite de l'O.A.S., continueront à militer dans la semi-clandestinité. L'arrivée de D. Venner entouré de ses coéquipiers, en 1956, avait marqué une rupture, qui deviendra définitive, avec les nostalgies néo-pétainistes de P. Sidos. Sur Jeune Nation : cf. F. Duprat, *Les mouvements d'extrême-droite en France depuis 1944,* Paris, Albatros, 1972, p. 56 sq ; H. Coston, *Dictionnaire de la politique française,* Paris, Publications H. Coston (Diffusion : La Librairie française), 1967 (1re édition), pp. 566-568 ; F. Laurent, *L'orchestre noir,* Paris, Stock, 1978, pp. 50, 94-95, 105. Sur P. Sidos, cf. G. Pons, *Les rats noirs,* Paris, J.-Cl. Simoën, 1977, pp. 31-45 (l'auteur du pamphlet étant membre du G.R.E.C.E., son livre a pour fonction implicite de démarquer celui-ci de l'extrême-droite en général).

FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS NATIONALISTES (F.E.N.) :

Groupuscule estudiantin d'extrême-droite fondé en mai 1960 pour prendre la relève de Jeune Nation (qui publiera, malgré sa dissolution, le journal du même nom jusqu'en 1961). Ses deux objectifs principaux étaient de lutter contre la « marxisation » de l'U.N.E.F. et de soutenir l'action des défenseurs de l'Algérie française (cf. H. Coston, *op. cit.,* p. 435). La F.E.N. publiait un mensuel, les *Cahiers universitaires,* dont les principaux articles étaient signés François d'Orcival et Fabrice Laroche, pseudonymes respectifs d'Amaury de Chaunac-Lanzac et d'Alain de Benoist.

En mars 1966, la F.E.N. deviendra le groupe estudiantin du M.N.P., comme le précise D. Venner lui-même : « Ce mouvement étudiant (...) joua un rôle d'action militante mais plus encore de formation idéologique (organisation de camps-école et de séminaires). La F.E.N. faisait partie du courant animé par la revue *Europe Action* » (*Guide de la politique,* Paris, Balland, 1972, p. 28). D. Venner note en outre que « plusieurs de ses militants [de la F.E.N.] ont participé à la création du mouvement Occident » *(ibid.).* C'est à la suite d'une dissidence parisienne, apparue au sein de la F.E.N. dès novembre 1963 (exclusion de F. Duprat), que se sont regroupés les fondateurs du mouvement Occident, à la fin d'avril 1964, sous la direction de Pierre Sidos (cf. F. Duprat, *op. cit.,* pp. 124-126). La dissolution d'Occident,

effective le 1er novembre 1968, aboutira à la création d'Ordre Nouveau, en octobre 1969, à partir des contacts pris entre anciens d'Occident (F. Duprat s'y ralliera en décembre 1969), responsables du Groupe Union Droit (G.U.D. : Gérard Longuet, Alain Robert, Gérard Écorcheville) et dirigeants de l'Alliance Républicaine pour les Libertés et le Progrès (A.R.L.P. : J.-F. Galvaire).

MOUVEMENT NATIONALISTE DU PROGRÈS (M.N.P.) :

Parti « légaliste » fondé en janvier 1966 par les dirigeants d'*Europe Action,* la tête de la F.E.N. et certains éléments venus du Comité Tixier Vignancour (cf. H. Coston, 1967, p. 730). Le M.N.P. constituait une première tentative de réorganisation politique des activistes nationalistes, de tendance raciste (« réalisme biologique », européanisme), auxquels le demi-échec du général de Gaulle à l'élection présidentielle de décembre 1965 avait donné quelque espoir. Il est intéressant de relever la présence, au M.N.P., de la presque totalité des futurs fondateurs du G.R.E.C.E. : Roger Lemoine, assistant du président Aurélien Guineau ; Dominique Venner, principal animateur du parti ; François d'Orcival, Fabrice Laroche alias A. de Benoist, Jean Mabire, Georges Schmelz, Jean-Claude Valla, etc. On y trouvait aussi l'ex-franciste Pierre Bousquet et l'ex-poujadiste Pierre Pauty, qui fonderont en décembre 1967 le mensuel *Militant,* futur lieu de regroupement des ultras du Front National, constitué en novembre 1972 (cf. H. Coston, *Lectures françaises,* n° 129, janvier 1968, p. 13 ; H. Coston, 1967, p. 730 ; Jacques Delarue, *in* Max Syfig et Christian Defaye, *Les nazis parmi nous,* 1967, pp. 48 sq). On y rencontrait même Pierre Clémenti († 1982), fondateur avant la Seconde Guerre mondiale du Parti français national-communiste, co-fondateur de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme (L.V.F., juillet 1941), responsable de la branche française du Nouvel Ordre européen depuis 1951. L'idéologie du M.N.P. était ainsi décrite par H. Coston : « Le groupe se veut moderne. Il rejette les nostalgies de la droite et s'écarte résolument des traditions chrétiennes (...). Tout en dénonçant avec vigueur l'invasion d'éléments allogènes qu'il juge dangereux pour la paix et la santé publiques, il rompt avec les " maniaques de l'hydre judéo-thibétaine " (E.A., n° 113, 1966) » (1967, p. 730).

RASSEMBLEMENT EUROPÉEN DE LA LIBERTÉ (R.E.L.) :

Créé en novembre 1966 par le M.N.P., sur l'initiative de D. Venner, en vue des législatives de mars 1967. « Il s'agissait de pouvoir présenter les 75 candidats indispensables pour permettre à D. Venner de s'adresser aux Français à la radio et à la télévision » (F. Duprat, 1972, p. 135). « Couverture électorale du M.N.P. » (F. Duprat, *ibid.*), le R.E.L. ne put présenter que 27 candidats. Nul d'entre eux ne fut élu (cf. F. Duprat, *op. cit.,* pp. 136-137, 259-267). Le programme du R.E.L. commençait par une mise en accusation fortement connotée de la Ve République, « où banques et trusts non contents de contrôler la vie économique du pays, ont pris désormais le pouvoir en gouvernant par

l'intermédiaire de leurs employés tel *Pompidou, agent de la banque Rotschild (sic)* » (cité par F. Duprat, *op. cit.*, p. 259, souligné par moi). L'organe du R.E.L. était *Europe Action hebdomadaire,* où se retrouvait l'équipe d'*Europe Action* (D. Venner, J. Mabire, Fr. d'Orcival, F. Laroche-A. de Benoist, etc.). Après un scandale politico-financier, l'éclatement du M.N.P.-R.E.L. donna naissance à trois groupuscules relativement autonomes : celui qui publiera le mensuel *Militant* (P. Bousquet, P. Pauty), l'*Institut d'Études occidentales* (bulletin : *Cité-Liberté*) autour de D. Venner, le G.R.E.C.E. et la revue *Nouvelle École* fondés de concert par A. de Benoist, J.-Cl. Valla, J. Bruyas, etc. (cf. H. Coston, II, 1972, p. 559; R. Chiroux, *op. cit.*, p. 121, n. 422; F. Duprat, *op. cit.*, pp. 137-138). En bref, l'échec parlementaire des nationalistes révolutionnaires a pour ainsi dire confirmé les analyses commencées vers 1964-1965, au sein même de la F.E.N. et d'*Europe Action,* par le futur groupe fondateur du G.R.E.C.E. La voie était ainsi dégagée, au milieu de l'année 1967, pour le passage du politique au métapolitique.

Le discours du C.D.P.U. peut être lu, entre 1969 et 1973, comme réalisant la mise au clair de celui du G.R.E.C.E., son passage de l'implicite à l'explicite, son révélateur. C'est encore ce statut de double dénué de fards que confirme cette série de positions déclarées : « Pour un pays libre, solidariste dans une Europe libérée, nationaliste. Contre l'impérialisme américano-soviétique. Pour une union diplomatique offensive : pays arabes-Europe-Chine [24]. »

Le double rejet du libéralisme et du socialisme-communisme, la perspective d'un nationalisme européen, l'alliance stratégique avec le tiers monde (libéré du « tiers mondisme »!). Autant de thèmes partagés par le G.R.E.C.E., mais que celui-ci inscrira dans un contexte idéologique autre que néo-fasciste, qu'il réécrira sans pathos nationaliste et sur un registre « savant » : l'œuvre de G. Dumézil pour autoriser la visée d'un retour unificateur aux « racines indo-européennes », les travaux d'un K. Lorenz pour légitimer l'exaltation du « besoin d'enracinement », la contestation antilibérale de l'ultra-gauche – notamment situationniste [25] – pour faire passer la haine portée au modèle démocratique-parlementaire. Outre un même fonds thématique, le G.R.E.C.E. et le C.D.P.U. partageaient certaines pratiques stratégiques : lecture intéressée de l'adversaire [26], distance apolitique et entrisme politico-culturel, alliances conjoncturelles avec l'ultra-gauche.

C'est donc à un homologue du G.R.E.C.E., c'est à l'un de ses voisins idéologiques les plus proches que l'on doit la

description autorisée d'un « camp-école », « organisé (...) par d'anciens responsables de la Fédération des Étudiants Nationalistes et des membres des groupes G.R.E.C.E. (...), du 16 au 24 juillet 1973 [27] ». Après avoir ainsi présenté ledit camp d'été en mai 1973, l'organe bien informé du C.D.P.U. en faisait le compte rendu détaillé en novembre de la même année : « Une soixantaine de participants dont pas mal d'anciens membres d'Ordre Nouveau et de l'U.L.N., ce camp, organisé **à l'initiative du groupe Nouvelle École et des groupes G.R.E.C.E.** se déroula dans de bonnes conditions sur le modèle et dans la tradition des camps F.E.N. (...). Les cours magistraux portèrent sur les sujets suivants : archéo-nationalisme et nationalisme d'aujourd'hui, le réalisme biologique (cf. encadré, p. 42), l'anthropologie philosophique, Nietzsche contre Marx, les systèmes économiques actuels et l'économie organique, société et communauté (cf. encadré, p. 131), Race et histoire de l'Europe. Le camp se termina par un examen et un exposé [28]. »

Un extrait de l'exposé conclusif du camp-école était cité par la revue néo-fasciste, permettant de mesurer la persistance, six ans après la fondation du G.R.E.C.E., du motif de la « communauté organique » : « Le modèle de communauté que nous prônons pour l'Europe : organique et non pas mécanique et utilitaire, hiérarchisée, inégalitaire, dépourvue de factions antagonistes, où les chefs suscitent les responsabilités... [29] » Deux noyaux de l'idéologie néo-droitière sont ici identifiés : le principe d'organicité et le principe de hiérarchie.

L'auteur de ce panorama des grands thèmes constituant l'armature mentale de l'intellectuel ultra-droitiste d'aujourd'hui, vraisemblablement Michel Schneider (alors directeur des *Cahiers*), concluait : « En résumé, **une formation nationale-socialiste de haute école** destinée à former des individus d'élite pour prendre, non pas le Pouvoir par une lutte sans compromissions contre le système, mais les " places " par la création d'une franc-maçonnerie [30]. » « **C'est la stratégie de l'entrisme à un haut niveau** et du recrutement des jeunes par l'intermédiaire des groupes G.R.E.C.E.... [31] », notait finalement le commentateur très informé du C.D.P.U.

La Nouvelle Droite se pensera de plus en plus clairement selon cette analogie de la société intellectuelle fermée, formatrice d'une élite s'imposant selon les règles du jeu propre au système en place, excluant toute tentative du type putsch.

Spengler et « l'idéologie du troupeau »

Dans son essai de 1933, traduit en français dès l'année suivante *Années décisives. L'Allemagne et le développement historique du monde* (tr. fr. Raïa Hadekel, Paris, Mercure de France, 1934), Spengler conduit une critique radicale du principe même de l'organisation en « partis politiques », figure de « l'idéologie du troupeau », du déclin « rationaliste-romantique » caractérisant la modernité : « un parti n'est pas seulement une forme désuète, mais il a pour fondement une idéologie de masse également désuète, il voit les choses d'en bas, il court après la pensée de la majorité » (*op. cit.*, 3e édition, Paris, Copernic, 1980, p. 207). L'auteur du *Déclin de l'Occident* conclut de façon prophétique : « Toutes les tentatives de capter le contenu de l'avenir dans des partis seront vite oubliées. Les formes fascistes de ces décades deviendront des formes nouvelles, imprévisibles, et le nationalisme du genre actuel disparaîtra également. Seul restera partout, non seulement en Allemagne, l'esprit guerrier, " prussien ", qui sera la puissance génératrice des formes nouvelles » (*op. cit.*, p. 245).

La référence spenglérienne s'impose, dans le discours du G.R.E.C.E., en rapport avec la découverte progressive que fait le groupe, au cours des années soixante-dix, des courants constitutifs de la Révolution Conservatrice, dont Spengler est l'un des premiers représentants, et d'abord chronologiquement, le premier volume du *Déclin de l'Occident* ayant été publié en 1918. Dès lors que le G.R.E.C.E. a saisi le parti qu'il pouvait tirer d'une telle référence pour se démarquer du nazisme sans pour autant désavouer sa généalogie intellectuelle, il l'a publiquement exhibée. L'opération a été préparée par la publication, dans *Nouvelle École* (n° 33, été 1979, pp. 31-40), de « pensées » aphoristiques choisies, précédées d'une présentation due à William Debbins, l'éditeur américain de celles-ci. En 1980, centenaire de la naissance du philosophe, les éditions Copernic font paraître *Années décisives (op. cit.)* et un choix de textes inédits en français jusqu'alors : *Écrits historiques et philosophiques. Pensées* (tr. de l'allemand par H. Plard). Ces publications fournissent à A. de Benoist l'occasion d'inventer un Spengler à peu près totalement étranger au national-socialisme, voire persécuté par ses idéologues (*op. cit.*, respectivement pp. 9-28, 7-16). Il reste que la référence spenglérienne était déjà banalisée dans les textes néo-droitiers (cf. A. de Benoist, *Vu de droite,* Paris, Copernic, 1977, où Spengler figure parmi les auteurs les plus souvent cités). On la rencontre même sous la plume du « libéral » Philippe Malaud, aidé en son temps par les idéologues du Club de l'Horloge (cf. Ph. Malaud, *La révolution libérale,* Paris, Masson, 1976 ; étonnant ouvrage où sont conviés à renouveler le libéralisme des penseurs radicalement antilibéraux : Carl Schmitt, O. Spengler, E. von Salomon, A. Carrel, V. Pareto, etc.). Un dossier a été consacré à Spengler par Robert Steuckers – d'abord secrétaire de rédaction de *Nouvelle École* (n° 36, été 1981), puis membre du comité de rédaction de ladite revue (n° 37, printemps 1982) – dans la revue qu'il dirige, *Orientations* (n° 1,

janvier 1982, pp. 14-25), donnant une idée des positions néo-conservatrices allemandes contemporaines face à Spengler (A. Mohler, G.-Kl. Kaltenbrunner, W. Dudenet et L. Penz, chef de file du solidarisme écologiste).

C'est enfin par un hommage rendu à celui qui pensait que « toute démocratie est une ploutocratie », et ce, dès le titre de sa brochure (*Orientations pour des années décisives,* Paris, Le Labyrinthe, 1982), qu'Alain de Benoist a développé sa critique du libéralisme jusqu'à le définir comme « l'ennemi principal » (*op. cit.,* p. 35), selon l'argurnent central que résume la formule suivante : « Toute dictature est abjecte, mais toute décadence est plus abjecte encore » (*op. cit.,* p. 76 ; cf. ci-après, encadré sur l'antilibéralisme de droite p. 67). Raymond Aron voyait juste lorsqu'il déclarait en 1979, en dépit d'une connaissance sommaire des textes néo-droitiers : « Les écrivains du Club de l'Horloge me rappellent les doctrinaires de la Révolution Conservatrice dans l'Allemagne préhitlérienne » (« La Nouvelle Droite », *L'Express,* 21 juillet 1979, repris *in* J. Brunn, *La Nouvelle Droite,* Paris, Nouvelles éditions Oswald, 1979, p. 240). Mais il ajoutait aussitôt, cautionnant, par le fait même de les rapporter sans restriction instruite, les dénégations du Club de l'Horloge : « Ils n'appartiennent pas au groupe de la Nouvelle École, et ils protestent contre les amalgames dont ils déclarent être victimes » *(ibid.).* L'honnêteté intellectuelle, dès lors qu'elle se fonde sur une insuffisante information, devient le meilleur vecteur possible de la désinformation.

Le G.R.E.C.E. répugne par principe à faire appel aux masses : la démagogie fasciste ou national-socialiste lui semble, comme à Spengler en 1933, n'être elle-même qu'un avatar de la démocratie, l'une de ses fatales et convulsives conséquences, l'analogue politique de la décomposition organique. Le rejet du plébéianisme suppose celui du jeu des partis, dont l'idéal « prussien » n'a que faire (voir encadré ci-dessus). Si le fascisme-mouvement est rejeté par le G.R.E.C.E. pour ses excès romantiques et démocratiques, le modèle hiérarchique de l'organisation du social, impliquant la double valorisation d'une caste guerrière et d'un corps de doctrinaires « politiques » que l'économisme libéral exclut par principe, ce modèle inégalitaire définit l'inspiration commune majeure du fascisme-régime et de la théorie « métapolitique » du G.R.E.C.E.

Au-delà des partis et du parlementarisme, par-delà le principe de majorité et la norme d'une classe dirigeante, la Nouvelle Droite repense l'idéal d'un État-Empire régi par un Ordre, c'est-à-dire « par une élite formée par une idée, une tradition, une discipline sévère, un même style de vie ». L'une

Vous avez dit Fascismes ?

Robert Badinter

Ruben Barreiro-Saguier Gérald Bloncourt
Guy de Bosschère Breyten Breytenbach
David Cooper Efim Etkind
Jean-Pierre Faye Vladimir Fisera
Egito Gonçalves Albert Jacquard Alfred Kern
Arthur London Jan Mirdal
Jorge Palacios Antoine Sanguinetti
Pierre-André Taguieff Jacques Tarnero
Bernard Vachon Iannis Xénakis

Union des écrivains

Arthaud / Montalba

Fascismes ? Vous avez dit fascismes ? De quoi parle-t-on et de quels pays ? Le mot heurte, excessif, déplacé, provocant ; puis surmontée la première réaction, ce qui paraissait excès devient question, ce qui semblait outrance devient problème.
Sérieusement, une nouvelle forme de fascisme est-elle en train de naître ?
Sérieusement, faut-il s'inquiéter de la Nouvelle Droite et de son interprétation de la devise républicaine "Liberté, Egalité, Fraternité" ?

Fascismes ? Comment d'Est en Ouest définir aujourd'hui, d'un seul mot lourd d'histoire, les atteintes aux droits et à l'intégrité de la personne humaine.
Des philosophes, des écrivains du monde entier, s'interrogent, analysent, témoignent. En intermède, des poètes, Liliane Atlan, Marianne Auricoste, Michel Deguy, Hans Magnus Enzensberger, Eugène Guillevic, Peter Handke, Vénus Khoury-Ghata, Alain Lance, Nader Naderpour, Armand Rapoport, Lionel Ray, Maurice Regnaut, Volker von Törne, Saül Yurkievich, apportent l'éclairage du sensible sur une question parmi les plus graves de notre temps.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 05068443 1

Prix 70 FF
Couverture :
dessin de Edouard Pignon.
ISBN 2.85870.032.X

9 782858 700325